



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
14 juillet 2014
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2014

New York, 2-5 septembre 2014

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

**Rapport du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
sur les achats groupés**

Résumé

Les organismes des Nations Unies dont des services sont implantés à Copenhague ont commencé à évaluer en janvier 2011 les possibilités d'achats groupés. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS sont convenus que leur collaboration dans ce domaine augmenterait l'efficacité des procédures, renforcerait les pratiques d'achat et réduirait les dépenses de tous les organismes participants.

Depuis la parution en 2013 du premier rapport sur ces activités, les opérations d'achats groupés menées par les organismes ont continué à leur faire réaliser des économies et à leur procurer des avantages. Des activités supplémentaires ont été élaborées et exécutées en 2013, réaffirmant ainsi la valeur du projet d'harmonisation et la détermination des organismes participants. Plusieurs projets sont en cours en 2014, en vue de regrouper et de normaliser les pratiques des organismes des Nations Unies. La poursuite de cette coopération jusqu'à la fin de 2014 permettra de réaliser des économies et d'opérer des améliorations de grande ampleur pour toute une gamme de produits, de services et de secteurs.

On trouvera exposés dans le présent rapport, les principales constatations et conclusions relatives aux achats groupés effectués en 2013 ainsi qu'une présentation des activités en cours en 2014.

Éléments d'une décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et faire des observations sur les progrès enregistrés dans les activités d'achats groupés.



I. Introduction

1. Depuis janvier 2011, les organismes des Nations Unies qui ont des services implantés à Copenhague définissent et mettent en œuvre des possibilités d'achats groupés. Des accords analogues d'achats effectués en collaboration existent également dans les bureaux extérieurs et sont appliqués depuis un certain temps, en procurant des économies à toutes les parties intéressées. La raison de l'établissement de ce type de relations de coopération au sein du système des Nations Unies tient au fait que les organismes sont tous conscients des avantages découlant des opérations d'achats groupés et de l'uniformisation des pratiques dans ce domaine. Les organismes participants procèdent à des achats groupés dans le but :

- a) De s'approvisionner en biens et services, d'en garantir la fourniture et la qualité et de tirer parti des achats en grandes quantités pour en réduire le coût;
- b) De mettre à profit la collaboration interinstitutions pour s'acquitter de leurs mandats respectifs;
- c) De réaliser des économies d'échelle grâce aux achats groupés;
- d) De réduire les frais d'administration en évitant la répétition inutile des tâches; et
- e) De charger, s'il y a lieu, un organisme donné de négocier ou de gérer certains contrats.

2. Les économies procurées par ces achats groupés réduisent directement le coût des projets. Le cas échéant, elles peuvent être réaffectées aux projets et contribuent ainsi à faciliter l'application de ces derniers à mesure qu'elles sont réalisées.

3. Les achats groupés entre organismes s'effectuent souvent dans le cadre d'accords de prestation de services, d'accords à long terme regroupant de multiples organisations, de mémorandums d'accord ou d'un accord à long terme établi et administré par un seul organisme. Les organismes sont convenus de s'employer au cours de l'année à passer de plus en plus leurs marchés dans le cadre de contrats à long terme (en l'absence de prescription contraire).

4. Lorsque les activités d'achat portent sur des biens, des services ou des travaux étroitement liés au mandat d'un organisme donné, la désignation d'un organisme chef de file peut contribuer à faciliter la passation de marchés. Cette pratique sera renforcée au cours de l'année à venir (à titre d'exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pourra être désigné comme chef de file pour l'achat de préservatifs).

5. Bien que de nombreux marchés importants soient établis au niveau du siège des organismes, la collaboration à l'échelon des pays est de plus en plus recherchée. Les opérations d'achats groupés effectués sur place – en particulier dans la trentaine de pays de l'initiative « Unis dans l'action » et ceux où est mise en œuvre la stratégie relative aux modalités de fonctionnement – sont axées sur le renforcement des capacités, l'harmonisation des directives, la fourniture de services consultatifs et l'utilisation des outils nécessaires pour favoriser la coopération et enregistrer les résultats obtenus. De plus amples détails sont donnés à leur sujet au paragraphe 36.

6. En octobre 2013, le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion a soumis au Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination une demande de financement de services de consultation – dans le cadre de la deuxième phase du projet d’harmonisation des achats – portant sur l’examen des dépenses engagées dans les différents organismes des Nations Unies pour recenser les possibilités de mettre à profit les achats en grandes quantités et renforcer les économies et les gains d’efficacité grâce aux achats groupés. À l’époque, le Conseil des chefs de secrétariat n’a pas pu donner son aval en raison de contraintes financières, mais les organismes continueront de procéder en priorité à des achats collectifs.

7. En 2013, les achats interorganisations ont abouti à d’importantes économies et procuré toute une série d’autres avantages pour l’ensemble du système des Nations Unies. Ces activités se poursuivent – et s’étendent – dans le cadre des opérations d’achats groupés en cours en 2014. Les activités exposées dans le chapitre ci-après, avec leurs principaux résultats, illustrent bien l’impulsion donnée et la part active prise par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le FNUAP et le Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets (UNOPS).

II. Achats groupés effectués par les organismes des Nations Unies en 2013

8. Les opérations d’achats interorganisations ont permis de dégager de vastes économies en 2013. Certaines des activités examinées ci-après ont été largement menées à bien avant 2013. Elles méritent toutefois qu’on s’y attarde car les travaux correspondants – et les économies qui en découlent – se sont poursuivis en 2013.

9. Douze organismes des Nations Unies – PNUD, FNUAP, UNOPS, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF), Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS) – ont décidé de collaborer pour se procurer des services d’informatique en « nuage ». Le PNUD a dirigé l’établissement de marchés à long terme de prestation de services standard par un nuage public, à savoir Microsoft Office 365 et Google Apps for Business. Les économies escomptées (en termes de coût annuel par utilisateur) varieront selon le produit, mais devraient être de l’ordre de 40 % à 60 %.

10. Huit organismes – PNUD (chef de file du projet), FNUAP, HCR, UNICEF, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA), PAM et OMS – ont établi un projet de coopération portant sur des contrats à long terme de communications satellitaires VSAT. Les réductions de coût prévues pour les bureaux extérieurs du PNUD devraient être de l’ordre de 45 %.

11. Une équipe dirigée par le FNUAP a été chargée en 2012 de gérer les achats collectifs pour les sièges des organismes à New York (PNUD, FNUAP, UNICEF, ONU (Division des achats) et ONU-Femmes). Elle a notamment développé la technique qui consiste à se greffer sur les contrats déjà conclus par les uns et les

autres, en achetant ou en utilisant des services. Les économies qui en ont directement résulté pour toutes les organisations qui ont mis à profit les cours de langue offerts par le FNUAP, par exemple, se sont élevées à 483 000 dollars.

12. Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont collaboré à la mise en place d'un nouveau plan d'assurance en cas de maladie, de décès et d'accident du travail, destiné aux vacataires et titulaires de contrats de louage de services, qui devrait permettre d'économiser 1,2 million de dollars par an (soit une réduction d'environ 62 % sur ce qu'il en aurait coûté par ailleurs).

13. L'UNICEF et le FNUAP ont lancé un appel d'offres commun pour l'achat d'équipements hospitaliers qui a abouti à la passation d'un marché à long terme. Cette formule a permis d'éviter le double versement de frais de transaction, et elle est plus attrayante pour les fournisseurs en raison des quantités plus importantes commandées.

14. Une équipe dirigée par le FNUAP a été créée en 2011 pour gérer les opérations collectives d'achat à Copenhague (pour le PNUD, le FNUAP, l'UNOPS et l'UNICEF). Elle a commencé par passer un contrat à long terme de services d'assurance des marchandises, intéressant le PNUD (organisme chef de file), le FNUAP et l'UNOPS, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF. Le marché s'est traduit en 2013 par un gain de 1,89 million de dollars pour le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS et continue de produire des économies grâce aux faibles taux des primes d'assurance (de 41 % à 77 % inférieurs aux taux précédents).

15. Un projet mis en place dans le cadre de la plateforme d'achats en ligne des organismes des Nations Unies (United Nations Web Buy) donne à tous les organismes participants – PNUD, FNUAP et UNOPS (chef de file) – l'accès à un catalogue élargi pour les véhicules, dont plus de 200 options concernant les camions et autocars, les produits utilisant l'énergie solaire et une nouvelle gamme de groupes électrogènes hybrides économes en énergie. Il a permis d'éliminer les chevauchements d'activités et de réaliser des économies de l'ordre de 25 millions de dollars grâce à l'emploi du système Web Buy et de la mise à profit de contrats à long terme existants.

16. Un projet de collaboration entre le PNUD et le FNUAP sur les recensements et les élections a abouti à un appel d'offres et à un marché à long terme. Celui-ci permet aux mêmes fournisseurs de desservir le PNUD (pour les consultations électorales) et le FNUAP (pour les recensements), et ce faisant d'accroître l'efficacité, de réduire le nombre des opérations identiques exécutées en parallèle et de faire des économies appréciables sur le plan administratif.

17. Des marchés à long terme ont été passés avec quatre entreprises de fret maritime et deux entreprises de fret aérien. Cette collaboration entre le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF (qui assurait la direction du projet) et l'UNOPS s'est traduite par une économie annuelle de 12 millions de dollars.

18. Le Code de conduite des fournisseurs, qui réaffirme les normes et pratiques optimales des organismes des Nations Unies, a été adopté en 2011. Les organisations qui participent à sa mise en œuvre depuis 2013 sont la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UIT, le PNUD, le FNUAP, le HCR, l'UNICEF, l'UNOPS et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

19. Plusieurs organismes, dont le PNUD, l'UNICEF et l'UNOPS, ont appliqué le régime type des Nations Unies concernant l'imposition de sanctions aux fournisseurs, dont l'objectif est de normaliser la gestion des risques liés aux fournisseurs.

20. Géré par l'UNOPS, le projet de réforme des procédures d'agrément du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies a été exécuté sans dépasser les ressources budgétaires allouées et avec deux semaines d'avance sur le calendrier prévu. Il a contribué à accélérer l'agrément des fournisseurs, à renforcer la gestion des risques et à accroître la transparence, et se traduit par une utilisation plus efficiente par les utilisateurs et les fournisseurs. Il comprend notamment des fonctionnalités de recherche élargies pour aider les fonctionnaires chargés des achats à trouver l'information nécessaire sur les marchés à long terme, les caractéristiques techniques, les adjudications, les qualifications des fournisseurs et autres données d'information mises en commun.

III. Achats groupés en cours en 2014

21. En ce qui concerne les achats groupés relatifs aux unités de réduction certifiée des émissions, l'UNOPS a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour définir un programme d'acquisition de certificats de compensation des émissions de carbone. D'une valeur annuelle estimée à 50 000 dollars, ce projet contribuera à réduire les coûts en évitant les doubles emplois et permettra ainsi de garantir ces achats. Le coût moyen des projets répondant aux critères a diminué de 45 % (le prix moyen d'une unité était de 1,09 euro en 2013, contre 2,0 euro en 2012).

22. L'UNOPS dirige l'exécution d'un projet d'achats groupés de services de voyages et de visas. Il tirera parti du volume des dépenses engagées à ce titre par les organisations ayant des services à Copenhague pour réduire au maximum les frais de voyage et accroître l'efficacité des opérations. La phase I du projet couvre les services d'agences de voyage, tandis que la phase II portera sur les itinéraires des vols. Les participants à ce projet, d'un montant de 15 millions de dollars, sont l'UNOPS, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS.

23. Toujours afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité, l'UNOPS dirige l'achat groupé de matériels et fournitures de bureau pour la nouvelle cité des Nations Unies à Copenhague. Les marchés à long terme qu'il a passés au nom des organisations dont les services sont implantés dans cette ville (PNUD, FNUAP, UNICEF, UNOPS et OMS) devraient produire des économies annuelles de l'ordre de 88 000 dollars.

24. Le réseau de la communauté des pratiques de trésorerie regroupe une vingtaine d'organismes des Nations Unies et se concentre sur les projets d'harmonisation des pratiques de trésorerie concernant les transactions bancaires, les opérations de change, les investissements et les paiements. Plusieurs de ces projets devraient procurer d'importants avantages à l'échelon des pays bénéficiaires de programmes à mesure qu'ils seront mis en place en 2014. Ils englobent notamment :

a) Le projet d'harmonisation des pratiques bancaires, qui servira de modèle mondial normalisé pour éliminer les négociations bilatérales prolongées entre organismes des Nations Unies, dans l'objectif de gagner du temps et de simplifier les procédures d'ouverture de comptes dans les bureaux extérieurs; et

b) L'étude des opérations de change, qui permet d'économiser davantage sur les transactions. Des économies substantielles pouvant résulter d'une légère diminution à la marge du coût des transactions portant sur de plus grandes quantités, on estime que s'ils opéraient sur la base du taux le plus élevé, pratiqué à leur siège ou bien dans le pays de programme visé, les organismes des Nations Unies seraient en mesure de réaliser des gains annuels pouvant atteindre 5 millions de dollars.

25. L'équipe spéciale interinstitutions chargée des achats responsables dans le secteur de la santé s'emploie à influencer sur la chaîne logistique des produits de santé et produits chimiques tout au long du cycle d'approvisionnement. Ce projet vise à : fixer des normes (programmes de qualification préalable du matériel médical et des médicaments); élaborer des critères environnementaux pour établir les caractéristiques techniques et procéder aux évaluations; et servir de mécanisme de pression et de sensibilisation sur les marchés. Des évaluations de l'empreinte carbone ont été effectuées (dans le cadre de projets pilotes au Monténégro et au Tadjikistan) et des stratégies institutionnelles d'approvisionnement écologique ont été mises au point.

26. Un projet est exécuté sous la direction du PNUD par 17 organisations afin de recenser les possibilités de regrouper et de normaliser l'achat de véhicules dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les marchés à long terme existants ont déjà permis de réaliser des économies. Ce projet vise à y associer un plus grand nombre d'organismes des Nations Unies et à tirer parti du volume global des commandes d'équipements de base. En uniformisant et en centralisant les opérations d'achat, les organismes participants pourraient économiser entre 10 % et 20 % du coût total. Le projet prévoit de normaliser les types de véhicules, pour réduire les futurs frais d'entretien et de réparation, et d'améliorer les échanges aussi bien de véhicules que d'agents expérimentés. La phase I a consisté à rassembler des données et à effectuer les études de faisabilité, tandis que la phase II a débouché sur la mise en place d'un dispositif d'achats groupés. La phase III visera à améliorer la gestion globale du parc de véhicules.

27. Dans le cadre du système Web Buy, l'UNOPS dirige l'exécution d'un projet visant à étoffer l'offre et les catalogues disponibles. Les nouveaux produits comprendront du matériel de terrassement, des engins de manutention, du matériel agricole et des groupes électrogènes (à alimentation hybride, notamment).

28. Un appel d'offres, dirigé par ONU-Femmes, est en cours d'élaboration pour engager à New York une entreprise chargée d'organiser des manifestations et de fournir des services d'hôtellerie et de restauration. Les organismes participants (dont le PNUD et le FNUAP) s'emploient à définir un cahier des charges commun pour le projet, qui devrait avoir pour résultat de réduire les chevauchements d'activités et d'accroître l'efficacité et la compétitivité.

29. Le FNUAP, l'UNICEF, l'UNOPS, le PNUD et le PAM ont établi une invitation à soumissionner pour la gérance du programme d'assurance concernant le VIH (lié au projet pilote d'accès aux soins associés au traitement du VIH sur le lieu de travail dans les organismes des Nations Unies). Le projet, qui devrait renforcer la transparence et réduire les coûts globaux, est au stade de l'évaluation technique.

30. Le FNUAP dirige l'exécution d'un projet visant à mieux faire connaître les futurs appels d'offres en communiquant le projet de calendrier annuel des adjudications des organismes des Nations Unies (PNUD, UNICEF, ONU (Division

des achats), ONU-Femmes et OPS) par le biais du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. Le projet contribuera à renforcer la normalisation des produits, à accélérer les opérations d'achat et à améliorer les pratiques de gestion des risques liés aux fournisseurs.

31. Une analyse des dépenses est menée en collaboration à Copenhague pour définir quatre catégories de services et produits essentiels coûteux, qui pourraient faire l'objet d'achats groupés par les organismes participants (PNUD, FNUAP, UNICEF, UNOPS et OMS, actuellement). Inscrite au programme de travail de chaque organisme pour 2014, la mise en adjudication correspondante visera à réduire les coûts et la répétition d'opérations inutiles concernant ces catégories de dépenses essentielles.

32. Plusieurs organismes collaborent à toute une série de marchés à long terme portant sur des produits de santé. Des invitations à soumissionner ont été lancées pour les catégories suivantes :

- a) Produits pharmaceutiques (OPS, PNUD, FNUAP et UNOPS);
- b) Équipements hospitaliers (médicaux) (PNUD, FNUAP, UNICEF et UNOPS);
- c) Appareils médicaux (PNUD, FNUAP et UNOPS);
- d) Ventouses obstétricales (FNUAP et UNICEF).

33. L'UNOPS dirige un appel d'offres commun pour le recrutement de techniciens hautement qualifiés dans les zones d'opérations à haut risque. D'une valeur estimée à 13 millions de dollars par an, le projet contribuera à améliorer les contrôles, à réduire les doubles emplois et à renforcer l'uniformisation des services fournis.

34. Appuyé par 21 organismes des Nations Unies, le FNUAP renégocie le contrat des cours de langue de la méthode Rosetta Stone offerts en ligne. L'objectif est de réviser le barème et d'inclure les services dans les coûts associés. Des économies de 79 000 dollars ont été obtenues à ce jour en 2014 (en sus du montant des dépenses non effectuées), qui s'ajoutent à celles de 483 000 dollars réalisées en 2013.

35. Le PNUD et le FNUAP collaborent à des activités communes de contrôle des marchés. Le PNUD étendra au FNUAP le mécanisme de contrôle en ligne des marchés qu'il vient de mettre au point; les deux organisations arrêtent le texte définitif d'un accord de prestation de services dont les bureaux externes du FNUAP pourront se servir. Des webinaires ont été organisés pour deux pays pilotes du FNUAP – l'Afghanistan et le Burkina Faso – avec des résultats satisfaisants. Ce projet favorisera la réalisation d'économies et contribuera à mieux faire connaître les opérations du FNUAP à l'échelon des pays (des données sur les marchés peuvent être extraites du système aux fins de la gestion).

36. La phase II du projet d'harmonisation conduit par le FNUAP porte sur plusieurs domaines de collaboration essentiels, dont la promotion des directives applicables à la passation de marchés à l'échelon des pays, la révision du *Procurement Practitioner's Handbook* (manuel de pratique des achats) et l'évaluation des possibilités d'harmonisation de la documentation relative aux achats. Les produits réalisés à ce jour sont les suivants :

a) Mesures de renforcement des capacités :

i) Deux ateliers de renforcement des capacités ont été organisés, l'un à Rome et l'autre à Copenhague (jusqu'en avril 2014), avec des participants venus de Copenhague, Genève et Rome, ainsi que de bureaux des pays suivants : Afghanistan, Brésil, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Togo et Turquie. Des plans ont été établis ou sont en cours d'élaboration pour des lieux d'affectation particuliers; ils guideront la réalisation d'achats groupés, ainsi que le suivi et l'évaluation des résultats;

ii) Deux autres ateliers au moins seront organisés à Addis-Abeba et à Bangkok à l'intention des bureaux d'Afrique et de ceux d'Asie et du Pacifique. Les agents concernés de 12 autres lieux d'affectation devraient être formés et bénéficier d'un appui pour leurs opérations d'achats groupés;

iii) Les activités de formation aboutiront à la constitution d'un fichier d'experts des achats groupés, auxquels tout bureau extérieur ayant besoin d'un appui pourra faire appel;

iv) Un cours en ligne sur l'harmonisation des procédures d'achat sera mis au point dans le cadre du projet afin de renforcer les capacités sur une plus grande échelle;

b) Mesures d'harmonisation :

i) L'utilisation commune de contrats à long terme par les organismes des Nations Unies continuera d'être privilégiée pour : promouvoir la passation de ce type de marché sur la plateforme du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies; normaliser et simplifier l'exploitation commune de ces marchés; et améliorer le rapport qualité-prix et la prestation des fournisseurs dans le cadre de la gestion des marchés à long terme;

ii) Les directives sur les procédures d'achat harmonisées seront mises à jour pour y ajouter : 1) la participation des villes sièges et de leurs bureaux des achats aux activités de coopération; et 2) des exemples réussis d'application dans les bureaux extérieurs;

iii) L'étude de faisabilité concernant l'harmonisation de la documentation relative aux achats sera menée à bien en 2014. Les résultats préliminaires indiquent que cette harmonisation interorganisations sera possible et bénéfique et qu'elle aidera les organisations à mettre en œuvre des procédures d'achat uniformisées et rationnelles à plus grande échelle;

c) Suivi et évaluation :

Un dispositif de suivi et d'évaluation et les outils correspondants ont été mis au point. Ils sont actuellement testés pour évaluer la façon dont ils pourraient favoriser au mieux les achats groupés dans les bureaux extérieurs et être utilisés pour consigner les économies et autres résultats obtenus (sur le plan qualitatif et le plan quantitatif) et en rendre compte.

37. Parmi la trentaine de pays de l'initiative « Unis dans l'action » qui mettent en œuvre la stratégie relative aux modalités de fonctionnement, la phase II du projet d'harmonisation a abouti à des économies et des améliorations appréciables qui sont indiquées dans le tableau suivant :

<i>Pays</i>	<i>Organismes concernés</i>	<i>Articles et services concernés</i>	<i>Montant estimatif des économies annuelles (y compris les dépenses évitées et les économies réalisées sur l'achat de biens et services)</i>	<i>Observations</i>	<i>Contribution du projet d'harmonisation et du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion</i>
Éthiopie	Toutes les organisations locales, avec les chefs de file suivants : Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, HCR, UNICEF, UNOPS, Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies, PAM, OMS	6 catégories communes : uniformes, services d'imprimerie, moyens informatiques, entretien des véhicules, services de nettoyage, services hôteliers et services de conférence	3,98 millions de dollars	Activités reposant sur le plan de travail pour 2013-2015 concernant l'application en Éthiopie de la stratégie relative aux modalités de fonctionnement	Renforcement des capacités, harmonisation des orientations, services consultatifs, outils visant à favoriser les opérations communes et à enregistrer les résultats
Brésil	ONUSIDA, PNUD, PNUE, UNESCO, FNUAP, UNOPS et ONU-Femmes; d'autres organisations devraient les rejoindre dans le cadre du fonctionnement du centre d'opérations communes (FAO, OPS, UNICEF et PAM)	3 grandes catégories communes : services de consultants, services de conférence, services d'impression et de publication	835 000 dollars	Activités reposant sur le rapport consultatif pour 2014 du centre d'opérations communes au Brésil	
Rwanda	PNUD, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, UNICEF, ONU-Femmes, PAM et OMS	Services hôteliers, services d'impression, approvisionnement en carburant, services d'audit et services de traduction	408 500 dollars	Activités reposant sur le plan de travail pour 2013-2018 concernant l'application au Rwanda de la stratégie relative aux modalités de fonctionnement	
Tanzanie	FAO, FIDA, OIT, OIM, ONUSIDA, PNUD, UNESCO, PNUE, FNUAP, HCR, UNICEF, ONUDI, ONU-Femmes, OMS	Non précisé	533 000 dollars	Activités reposant sur le plan de travail pour 2013-2015 concernant l'application en Tanzanie de la stratégie relative aux modalités de fonctionnement	
Malawi	FAO, OIT, ONUSIDA, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, ONU-Femmes, OMS	Services hôteliers, services de conférence, services informatiques, services bancaires, services de sécurité	200 000 dollars	Activités reposant sur le plan de travail pour 2013-2016 concernant l'application au Malawi de la stratégie relative aux modalités de fonctionnement	

Abréviations : FIDA = Fonds international de développement agricole; OIT = Organisation internationale du Travail; ONUDI = Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; OPS = Organisation panaméricaine de la santé; UNESCO = Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

IV. Conclusion

38. Les opérations d'achats groupés dirigées par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont permis d'opérer des améliorations sensibles et de réaliser des économies appréciables dans l'ensemble du système des Nations Unies. Bon nombre des projets menés dans ce cadre ont contribué à éliminer les doubles emplois, à accroître l'uniformisation et à renforcer les procédures d'achat des bureaux extérieurs. Les projets de coopération qui se poursuivront en 2014 seront l'occasion pour les organismes susmentionnés de continuer à collaborer pour élargir l'éventail des secteurs et des produits pouvant faire l'objet d'achats groupés. De fait, les organismes sont conscients des avantages procurés par des achats groupés et par l'uniformisation des procédures d'achat au sein du système des Nations Unies. L'appui de tous les organismes participants a été et reste précieux à cet égard.
